

Le Bonnet Rouge

BUREAUX : 14, rue Drouot, Paris (9^e)

TELEPHONE : Central 69-70 et Central 80-62

Quotidien Républicain du soir

Le Numéro : Cinq Centimes

DIRECTEUR : Miguel ALMEREYDA

Un an : PARIS 20 fr. ; DÉP. 24 fr. ; ÉTRANGER 33 fr.

LE "Pacifisme" et la Réaction

M. Viviani a déposé un projet de loi qui punit « quiconque aura imprimé ou fait imprimer, distribué ou fait distribuer » un écrit sans nom d'imprimeur. Cette loi vise surtout la propagande pacifiste.

Mais il ne faudrait pas croire que, jusqu'à ce jour cette propagande n'était pas réprimée.

Les réactionnaires, et quelques républicains à l'âme césarienne, feignent d'avoir découvert qu'on imprime et distribue en France des brochures pacifistes, et ils demandent au gouvernement de réprimer cette propagande.

C'est découvrir l'Amérique. C'est enfoncer une porte ouverte.

mières échecs, responsabilité qui retombe tout entière, nul ne l'ignore pas, sur le haut état-major, qui avait la charge de préparer la résistance à l'ennemi.

Toutes ses tentatives ont échoué aussi misérablement.

Elle essaie maintenant de perdre tous les républicains d'extrême gauche, en les confondant avec une poignée de libertaires exaltés, dans une accusation aussi imprécise que mensongère de « pacifisme » de « défaitisme ». — quelques-uns lâchent le mot de trahison.

Le gouvernement ne sera pas dupe. Il n'écouterà pas les mauvais conseils d'adversaires sans scrupules et sans dignité.

Il laissera la France s'enorgueillir toujours de son plus beau titre de gloire : le droit de pouvoir se dire la nation la plus libre de l'univers.

Georges CLAIRET

La Situation Politique Espagnole

Madrid, 27 juin. — Les ministres Alba vient de déclarer que, tout en approuvant la nomination de M. Garcia Prieto comme chef du parti libéral, il n'admet point les procédés grâce auxquels l'ancien président du Conseil a été appelé à ce poste.

D'autre part, les présidents du Sénat et de la Chambre, dans la lettre qu'ils ont adressée au marquis d'Albuquerque, en vue de le prier d'accepter la direction du parti libéral, ont fait remarquer que le message adressé récemment par le Comte de Romanones au président de la Haute-Assemblée, ne résolvait pas le problème concernant la direction du parti libéral, dans les circonstances actuelles, doit exercer une influence décisive sur l'orientation de la politique intérieure et servir les intérêts de la Couronne. — (Radio.)

LES REVELATIONS NORVEGIENNES

L'Agence Havas communique : Christiania, 26 juin. — Les envois de bombes allemandes par les courriers allemands ont commencé en février.

Tous les envois étaient adressés au ministre allemand à Christiania, étaient expédiés de Berlin par les chemins de fer et les paquets officiels de l'Allemagne.

Le 15 juin, le malheureux est venu à démentir leurs espoirs. Le 16, une perquisition a été opérée au dépôt principal. Les coupables ont été emprisonnés et le courrier qui venait d'arriver a été arrêté.

Le ministre d'Allemagne, qui avait été convoqué, n'est pas venu pour assister à l'ouverture des malles.

(Rien de Commun!)

Les peintres de l'école cubiste ne veulent pas être confondus avec certains bateleurs de l'école... fumiste

Quelques peintres de l'école cubiste m'adressent la protestation suivante :

Peintres et sculpteurs cubistes, nous protestons contre la fâcheuse liaison que l'on tend à établir entre nos œuvres et certaines fantaisies littéraires et théâtrales qu'il ne nous appartient pas de juger.

Ces d'entre nous qui ont assisté aux manifestations de Sés et d'Art et Liberté, déclarent formellement qu'ils n'ont rien de commun avec leurs recherches picturales.

Suivent les signatures :

André Lhote, Metzinger, Gino Severini, Kissling, Juan Gris, Siphiz, Diego Nínega, Henri Hayden.

Les Mystères de Paris

Les Exploits du Faux Commissaire

Nous avons raconté hier l'arrestation de Victor Seillet.

Cet individu fut dénoncé par une de ses récentes victimes.

L'instruction a révélé les circonstances qui déterminèrent cette arrestation :

Un banquier parisien, M. X... reçut, il y a quelque temps, la visite d'un petit jeune homme au « frais minois » et à l'allure afféminée.

Le mignon pensait avoir droit à la reconnaissance du banquier, et lui demanda un petit secours pécuniaire.

Le financier avait été, depuis les hostilités, obligé de congédier son personnel ; l'excuse de la dureté des temps et refusa d'accéder au désir du jeune Alexis.

Suppléments, pleurs et menaces, restant sans aucun effet, le mignon renouvela le geste d'une courtoisie antique, mais dans un autre dessein.

Il se dévêta rapidement aux yeux du financier et d'un bon s'étendit sur un canapé qui se trouvait là.

Comme par hasard, on frappa à la porte ; c'était le commissaire de police, représenté en l'espèce par Victor Seillet.

Naturellement, procès-verbal fut dressé, et l'homme d'affaires reçut du commissaire l'assurance que la justice serait informée des circonstances dans lesquelles il procédait à l'arrestation du petit jeune homme, recherché pour vol au préjudice de son patron.

Mais si le patron du gamin était dédommagé, le commissaire de police, représenté en l'espèce par Victor Seillet, n'avait pas à faire son rapport, ce qui éviterait au banquier les tourments de la publicité.

Résolu à éviter un scandale, le financier, le cœur plein de gratitude pour le commissaire, versa entre les mains de ce dernier la somme demandée ; puis devenu subitement méfiant, il s'en fut quelques jours après trouver un autre commissaire, un vrai celui-là, à qui il raconta sa petite histoire.

Le commissaire ouvrit une enquête, qui aboutit à la mise sous verrou du fameux maître chanteur sodomiste.

Cette affaire, dans laquelle sont compromis pas mal de gens influents, nous réserve encore quantité de surprises.

Georges AXEL.

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

1060^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

La lutte d'artillerie continue très vive dans la région du monument d'Étupes. Les Allemands n'ont fait aucune tentative nouvelle contre les positions que nous leur avons enlevées le 27.

D'après de nouveaux renseignements, parmi les organisations que nous avons conquises ce jour-là se trouve la caverne du Dragon, large de plus de cent mètres, profonde de trois cents environ. Transformée en véritable forteresse, cette caverne, avec ses nombreuses sorties vers l'extérieur, ses cheminées d'échappement de mitrailleuses, constituait une importante place d'armes, point de départ des contre-attaques ennemies. Un matériel considérable y était accumulé. Neuf mitrailleuses en bon état, plus de 300 équipements, de nombreux sacs, des munitions, des projecteurs électriques et un poste de secours sont tombés entre nos mains.

Le chiffre des prisonniers dénombrés atteint 340, dont 10 officiers.

En Champagne, un coup de main ennemi à l'ouest du Mont Cornille a échoué sous nos feux. De notre côté, nous avons exécuté une incursion dans les lignes allemandes vers Maison-de-Champagne qui nous a permis de ramener une dizaine de prisonniers.

Hier, vers 20 heures, des avions allemands ont lancé plusieurs bombes sur Nancy. Ni victimes, ni dégâts.

LES ERREURS

Le rapport de la commission sur les opérations en Mésopotamie a été publié ce soir.

Le gouvernement des Indes, qui a eu le charge de cette opération, ne fut pas préparé avec suffisamment de soins. Les objectifs n'ont jamais été nettement définis à l'avance. Vouloir contrôler les opérations de Simla était une erreur administrative ; le commandant en chef aurait dû se rendre en personne en Mésopotamie et y établir le quartier général de l'état-major de façon à avoir un contact direct avec les armées et la vision précise des besoins du moment.

La conséquence de ces fautes a été que les autorités militaires de Simla ne pouvaient pas, à distance, apprécier la juste valeur des difficultés inhérentes à cette opération.

Le marche sur Bagdad, telle qu'elle fut conçue et ordonnée alors, était une offensive basée sur des erreurs politiques et militaires. Elle fut accomplie avec des troupes fatiguées et insuffisamment en nombre. Elle a abouti à la reddition de plus d'une division de nos meilleures troupes de ligne et à la mort de nombreux officiers et soldats. Kuti-el-Amara nous a coûté vingt-trois mille hommes.

La commission estime qu'il y a lieu de blâmer cette erreur militaire dont sont responsables les autorités commandant aux Indes.

On s'est fondé à reprocher au général Nixon d'avoir conseillé l'avance, en 1915, avec des moyens de transport et des équipages insuffisants. Le manque de perspicacité et de prévision pour les besoins les plus élémentaires de l'expédition a jeté le discrédit sur les capacités d'organisation de toutes les autorités intéressées.

Le rapport de la commission déclare enfin qu'il est absolument désirable qu'une réforme profonde intervienne dans la direction militaire aux Indes afin de lui donner la possibilité de procéder en toute connaissance de cause, et de ne pas affaiblir l'action des armées placées sous son contrôle.

A LA CHAMBRE LES LOYERS

Une amélioration de texte pour les mobilisés

La discussion du projet de loi réglant la question des loyers se poursuit très rapidement.

Les députés ruraux ne semblent pas comprendre l'importance de la loi en discussion.

Sans examiner les répercussions de leurs décisions, ils votent avec la commission et le gouvernement des textes de procédure.

Grâce à l'énergie de Levasseur, d'Alexandre Varenne et à l'appui moral de Léon Bérard, les mobilisés ont vu s'améliorer le texte de l'article 12.

Ils n'auront pas à justifier leur impossibilité de payer ; il appartiendra au propriétaire d'établir que la mobilisation leur a laissé le moyen d'acquiescer tout ou partie des loyers échus. C'est pourquoi le gouvernement s'opposait au vote de l'amendement. Il a été battu. Regrettons que des députés démocrates aient voté avec le centre et la droite. Ils auraient été bien inspirés en suivant la conception acceptée par M. Edouard Ignace.

Malgré sa solide argumentation, Levasseur n'a pas pu obtenir de l'Assemblée l'adoption d'un texte qui augmentait les taux de loyers pour les exonérations de droit.

La Chambre a maintenu pour Paris et la Seine les chiffres de 400 francs si le locataire est célibataire, 500 francs s'il est marié ; pour les communes de cent mille habitants et au-dessus, les chiffres de 300 et 350 francs ; pour les communes de 20 000 à 100 000 habitants, les chiffres de 200 et 250 francs ; pour les communes de 5 000 à 20 000 habitants, les chiffres de 150 et 200 francs ; pour les communes de 1 000 à 5 000 habitants, les chiffres de 100 et 150 francs, et pour les communes de moins de 1 000 habitants, les chiffres de 75 et 100 francs.

Comme la loi si bien démontre Levasseur, ces chiffres sont notoirement insuffisants. Il ne faut pas compter sur le Sénat pour les augmenter. Les locataires ayant des loyers supérieurs devront donc comparaître devant les commissions arbitrales.

Espérons que les membres de cette juridiction comprendront l'intérêt qu'il y a à accorder des exonérations.

Sans cela, que de ranunces et que de colères ! Ce qui n'est pas souhaitable.

La Chambre essaiera de terminer cet après-midi l'examen de la loi. Peut-être y arrivera-t-elle si un débat prolongé ne s'élève pas sur la partie financière.

La disjonction de cette question est demandée par le gouvernement et acceptée en extremis par la commission, mais elle sera combattue par la droite et le centre, qui voudront être fixés sur le sort des propriétaires, et par les socialistes, qui estimeront indigne de dire immédiatement que les propriétaires n'ont droit à aucune indemnité.

VERS ATHÈNES...

Salonique, 25 juin. — Les préparatifs sont poussés activement en vue du départ prochain des ministres du gouvernement provisoire pour Athènes.

STOCKHOLM

Londres, 27 juin. — Invité par le Soviet à assister à la conférence socialiste internationale de Stockholm, le Comité exécutif du parti socialiste national britannique a décliné l'offre.

LA FORTERESSE DE LONDRES

Au cours d'une discussion sur les raids aériens, lord Montagu a déclaré au Parlement que c'était une pure plaisanterie de dire que Londres était une ville ouverte. Les Allemands avaient parfaitement le droit d'attaquer Londres car, non seulement la ville était défendue par des canons, mais elle possédait un important matériel de guerre ainsi qu'une nombreuse garnison. Elle était en outre au centre de l'énergie du pays. — (Radio.)

Pas de sursis

On nous communique la note que voici : La commission interministérielle de la presse constate avec regret que, depuis deux mois, malgré les promesses formelles faites par le gouvernement, celui-ci n'a pas donné satisfaction aux 45 sursis de conducteurs de machines à papier journal et autres spécialistes, ainsi qu'aux diverses mesures réclamées par la presse, afin de pouvoir continuer à paraître.

Détruire de prévenir le public d'une situation qui ne peut que lui être préjudiciable, elle rejette, dans ces conditions, sur le gouvernement, l'entière responsabilité de l'aggravation de la crise qui ne tardera pas à paralyser entièrement la presse, si les mesures indiquées au gouvernement et qui a promis d'appliquer ne sont pas prises sans délai.

Chez les Bulgares

Bâle, 27 juin. — On mande de Sofia : Les journaux annoncent de Varna que le mer a rejeté, avant-hier sur la rive, le cadavre d'un capitaine aviateur français, tombé d'aéroplane.

Dès qu'on eut découvert le corps, on le transporta à l'hôpital, puis on l'enterra avec les honneurs dus au rang de défunt.

Le commandant du secteur fortifié, le chef de la flotille bulgare, le maire de la ville, le consul de Hollande ont assisté à la cérémonie. Une demi-compagnie a rendu les honneurs militaires. — (Havas.)

LA REVOLUTION CHINOISE

Londres, 27 juin. — On mande de Shanghai au Morning Post que les gouverneurs militaires du Kwangtung, du Kwangsi et du Yunnan ont télégraphié à Pékin qu'ils

LES CHAHUTS ET CABALES

Une conférence des officiers de la flotte, à laquelle assistait le commandant en chef de la marine de guerre, a arrêté les termes d'un manifeste contenant des déclarations similaires à celles des gouverneurs militaires.

COMMUNIQUE ANGLAIS

Une nouvelle contre-attaque allemande tentée au début de la matinée sur nos nouvelles positions au nord-ouest de Fontainebleau-Croisilles, a été prise sous nos feux d'artillerie et n'a pas pu se développer.

Nous avons exécuté avec succès, la nuit dernière, à l'ouest d'Oppy, un coup de main qui nous a valu un certain nombre de prisonniers.

Une tentative de raid ennemi au sud-ouest de la Bassée a été arrêtée par notre feu.

DERNIÈRE HEURE

Aujourd'hui, « L'Ysis » a passé la plume à M. Gustave Hervé qui consacre à notre excellent confrère le Pays un article de tête intitulé tout simplement « Une maison borgne ».

Un tel article ne s'analyse pas. Le pire jugement que l'on puisse porter sur cette page, c'est d'en citer les passages essentiels.

M. Hervé s'institute juge d'instruction, — mieux encore ou pire : il exige que les gens qui fondent un journal viennent le trouver dans son cabinet de la rue Montmartre, ou son appartement de la rue de Valenciennes, pour lui montrer leurs listes d'adhésions, les noms de leurs commanditaires, et lui exposer en détail ce qu'ils entendent faire, et par quels moyens.

Les insinuations de M. Hervé sont abominables, et M. Hervé le sait mieux que personne.

Quand il publiait la Guerre Sociale, que de fois des gens qui faisaient alors ce qu'il fait maintenant ont dit : — Mais d'où vient l'argent ? — Quand ils ne disaient pas : — C'est de l'argent allemand qui paye cette propagande antimilitariste.

Comment, voilà des gens, que nous ne connaissons pas, qui s'installent et se lancent comme des gens qui ont trouvé pour leur affaire plusieurs millions.

Ils lancent un immense journal à quatre pages, qui se refuse même à accepter le décret des deux pages quatre fois par semaine qu'ont accepté patiemment tous les autres journaux ; ils le lancent sans nom de directeur, sans nom de rédacteur en chef.

Et quand nous leur demandons : « Qui est derrière ce journal ? Quel est l'homme politique ou l'homme d'affaires qui a eu assez d'autorité ou de savoir-faire pour sembler ces millions ? D'où viennent ces millions ? Qui vous a donné ces millions pour faire en ce moment cette propagande infâme ? » Ils s'imaginent qu'ils vont tirer par des professions de foi républicaines et anticléricales et par des menaces de poursuites ?

Puis M. Hervé s'écrie : « Je dis propagande infâme. » Et voici le couplet qui tend à justifier cette épithète :

Il est infâme de profiter de la lassitude inévitable des martyrs qui souffrent là-bas au front depuis trois ans, pour venir jeter dans leurs pauvres cerveaux désespérés des doutes sur la beauté du sacrifice que leur demande la nation.

Il est infâme de parler de paix, d'insinuer le poison du pacifisme béant à un peuple qui a enroué sous la botte sept de ses départements.

Il est infâme de parler de paix à un peuple où un million de familles sont en deuil, sans que nos morts aient été vengés.

Il est infâme de vouloir par une paix précipitée, par une paix sans victoire, sauver les gens qui, à Berlin et à Vienne sont les causes de cet égorgement universel.

Il est infâme de s'envelopper d'un drapeau républicain et démocratique pour faire cette besogne bassement réactionnaire.

Il est infâme d'essayer de frustrer notre peuple et nos alliés de la Victoire, etc.

Bourse de Paris

Fonds d'Etats : Français 9 0/0, 60.25 ; 5 0/0, 68.25 ; 3 0/0 amortissable, 71.10. — Extérieur, 103.10. — Ruse 5 0/0 1916, 74.50.

Actions diverses : Banque Saint-Petersbourg, 378. — Banque Union (Moscou), 573. — Est, 703. — Lyon, 935. — Midi, 893. — Nord, 1.130. — Orléans, 1.110. — Métropolitain, 410. — Suez, 4.850. — Thomson, 710. — SSY, 490. — Basse, 480. — Distribution, 570. — Caoutchoucs, 195. — Ma

Monsieur BADIN

Vous acceptez ou vous n'acceptez pas, ce n'est point là ce qui m'occupe.

Ce qui m'intrigue et ce qui intrigue tout le monde, ce n'est point que des gens qui ne sont pas marchands de charbon trouvent le moyen d'en vendre, mais bien que ceux qui sont marchands de charbon n'aient pas encore découvert ce moyen.

Si M. Loucheur perce à jour ce mystère, il aura bien mérité de la Patrie. Car le manque de feu, en hiver, est autrement déprimant que les tracts les plus pacifistes.

Monsieur BADIN.

LES REPUBLICAINS DIFFAMÉS

La Victoire poursuit son entreprise de diffamation ; elle s'est juré, semble-t-il, de traîner dans la boue tous ceux des républicains d'extrême-gauche qui refusent l'annexionnisme à l'allemande.

Elle procède toujours de même : première agression, signée « L'Ysis », reprise le lendemain avec éclat par Gustave Hervé.

Mais, d'abord, présentons le « L'Ysis ». Le Pays nous donne un petit portrait de ce publiciste mystérieux :

L'Ysis s'appelle, dans son privé, Letailleur. Au quartier latin, il se distingue dans les groupes par son ardent antimilitarisme ; vers la vingtainne, il frisa l'anarchie. Il fit ses débuts à la Revue, par une série d'études sur l'oligarchie financière ; grâce à la collaboration personnelle de M. Jean Finot, ces articles eurent un certain retentissement. L'Ysis les puisa à la Grande Revue, puis à l'Humanité, puis à la Guerre Sociale, devenue la Victoire.

L'Ysis a écrit récemment un ouvrage, assez ignoré, sur la Démocratie nouvelle. Il lui déplait que d'autres dédient avec sincérité la cause démocratique qu'il exploite en librairie sans grand succès.

Et pour ce, il n'hésite pas devant un vilain geste et une mauvaise action.

Aujourd'hui, « L'Ysis » a passé la plume à M. Gustave Hervé qui consacre à notre excellent confrère le Pays un article de tête intitulé tout simplement « Une maison borgne ».

Un tel article ne s'analyse pas. Le pire jugement que l'on puisse porter sur cette page, c'est d'en citer les passages essentiels.

M. Hervé s'institute juge d'instruction, — mieux encore ou pire : il exige que les gens qui fondent un journal viennent le trouver dans son cabinet de la rue Montmartre, ou son appartement de la rue de Valenciennes, pour lui montrer leurs listes d'adhésions, les noms de leurs commanditaires, et lui exposer en détail ce qu'ils entendent faire, et par quels moyens.

Les insinuations de M. Hervé sont abominables, et M. Hervé le sait mieux que personne.

Quand il publiait la Guerre Sociale, que de fois des gens qui faisaient alors ce qu'il fait maintenant ont dit : — Mais d'où vient l'argent ? — Quand ils ne disaient pas : — C'est de l'argent allemand qui paye cette propagande antimilitariste.

Comment, voilà des gens, que nous ne connaissons pas, qui s'installent et se lancent comme des gens qui ont trouvé pour leur affaire plusieurs millions.

Ils lancent un immense journal à quatre pages, qui se refuse même à accepter le décret des deux pages quatre fois par semaine qu'ont accepté patiemment tous les autres journaux ; ils le lancent sans nom de directeur, sans nom de rédacteur en chef.

Et quand nous leur demandons : « Qui est derrière ce journal ? Quel est l'homme politique ou l'homme d'affaires qui a eu assez d'autorité ou de savoir-faire pour sembler ces millions ? D'où viennent ces millions ? Qui vous a donné ces millions pour faire en ce moment cette propagande infâme ? » Ils s'imaginent qu'ils vont tirer par des professions de foi républicaines et anticléricales et par des menaces de poursuites ?

Puis M. Hervé s'écrie : « Je dis propagande infâme. » Et voici le couplet qui tend à justifier cette épithète :

Il est infâme de profiter de la lassitude inévitable des martyrs qui souffrent là-bas au front depuis trois ans, pour venir jeter dans leurs pauvres cerveaux désespérés des doutes sur la beauté du sacrifice que leur demande la nation.

Il est infâme de parler de paix, d'insinuer le poison du pacifisme béant à un peuple qui a enroué sous la botte sept de ses départements.

Il est infâme de parler de paix à un peuple où un million de familles sont en deuil, sans que nos morts aient été vengés.

Il est infâme de vouloir par une paix précipitée, par une paix sans victoire, sauver les gens qui, à Berlin et à Vienne sont les causes de cet égorgement universel.

Il est infâme de s'envelopper d'un drapeau républicain et démocratique pour faire cette besogne bassement réactionnaire.

Il est infâme d'essayer de frustrer notre peuple et nos alliés de la Victoire, etc.

Monsieur BADIN

Vous acceptez ou vous n'acceptez pas, ce n'est point là ce qui m'occupe.

Ce qui m'intrigue et ce qui intrigue tout le monde, ce n'est point que des gens qui ne sont pas marchands de charbon trouvent le moyen d'en vendre, mais bien que ceux qui sont marchands de charbon n'aient pas encore découvert ce moyen.

Si M. Loucheur perce à jour ce mystère, il aura bien mérité de la Patrie. Car le manque de feu, en hiver, est autrement déprimant que les tracts les plus pacifistes.

Monsieur BADIN.

Bourse de Paris

Fonds d'Etats : Français 9 0/0, 60.25 ; 5 0/0, 68.25 ; 3 0/0 amortissable, 71.10. — Extérieur, 103.10. — Ruse 5 0/0 1916, 74.50.

Actions diverses : Banque Saint-Petersbourg, 378. — Banque Union (Moscou), 573. — Est, 703. — Lyon, 935. — Midi, 893. — Nord, 1.130. — Orléans, 1.110. — Métropolitain, 410. — Suez, 4.850. — Thomson, 710. — SSY, 490. — Basse, 480. — Distribution, 570. — Caoutchoucs, 195. — Ma

Monsieur BADIN

Vous acceptez ou vous n'acceptez pas, ce n'est point là ce qui m'occupe.

Ce qui m'intrigue et ce qui intrigue tout le monde, ce n'est point que des gens qui ne sont pas marchands de charbon trouvent le moyen d'en vendre, mais bien que ceux qui sont marchands de charbon n'aient pas encore découvert ce moyen.

Si M. Loucheur perce à jour ce mystère, il aura bien mérité de la Patrie. Car le manque de feu, en hiver, est autrement déprimant que les tracts les plus pacifistes.

Monsieur BADIN.

Bourse de Paris

Fonds d'Etats : Français 9 0/0, 60.25 ; 5 0/0, 68.25 ; 3 0/0 amortissable, 71.10. — Extérieur, 103.10. — Ruse 5 0/0 1916, 74.50.

Actions diverses : Banque Saint-Petersbourg, 378. — Banque Union (Moscou), 573. — Est, 703. — Lyon, 935. — Midi, 893. — Nord, 1.130. — Orléans, 1.110. — Métropolitain, 410. — Suez, 4.850. — Thomson, 710. — SSY, 490. — Basse, 480. — Distribution, 570. — Caoutchoucs, 195. — Ma

Monsieur BADIN

Vous acceptez ou vous n'acceptez pas, ce n'est point là ce qui m'occupe.

Ce qui m'intrigue et ce qui intrigue tout le monde, ce n'est point que des gens qui ne sont pas marchands de charbon trouvent le moyen d'en vendre, mais bien que ceux qui sont marchands de charbon n'aient pas encore découvert ce moyen.

Si M. Loucheur perce à jour ce mystère, il aura bien mérité de la Patrie. Car le manque de feu, en hiver, est autrement déprimant que les tracts les plus pacifistes.

Monsieur BADIN.

Bourse de Paris

Fonds d'Etats : Français 9 0/0, 60.25 ; 5 0/0, 68.25 ; 3 0/0 amortissable, 71.10. — Extérieur, 103.10. — Ruse 5 0/0 1916, 74.50.

Actions diverses : Banque Saint-Petersbourg, 378. — Banque Union (Moscou), 573. — Est, 703. — Lyon, 935. — Midi, 893. — Nord, 1.130. — Orléans, 1.110. — Métropolitain, 410. — Suez, 4.850. — Thomson, 710. — SSY, 490. — Basse, 480. — Distribution, 570. — Caoutchoucs, 195. — Ma

Monsieur BADIN

Vous acceptez ou vous n'acceptez pas, ce n'est point là ce qui m'occupe.

Ce qui m'intrigue et ce qui intrigue tout le monde, ce n'est point que des gens qui ne sont pas marchands de charbon trouvent le moyen d'en vendre, mais bien que ceux qui sont marchands de charbon n'aient pas encore découvert ce moyen.

Si M. Loucheur perce à jour ce mystère, il aura bien mérité de la Patrie. Car le manque de feu, en hiver, est autrement déprimant que les tracts les plus pacifistes.

Monsieur BADIN.

Bourse de Paris

Fonds d'Etats : Français 9 0/0, 60.25 ; 5 0/0, 68.25 ; 3 0/0 amortissable, 71.10. — Extérieur, 103.10. — Ruse 5 0/0 1916, 74.50.

Actions diverses : Banque Saint-Petersbourg, 378. — Banque Union (Moscou), 573. — Est, 703. — Lyon, 935. — Midi, 893. — Nord, 1.130. — Orléans, 1.110. — Métropolitain, 410. — Suez, 4.850. — Thomson, 710. — SSY, 490. — Basse, 480. — Distribution, 570. — Caoutchoucs, 195. — Ma

Monsieur BADIN

Vous acceptez ou vous n'acceptez pas, ce n'est point là ce qui m'occupe.

Ce qui m'intrigue et ce qui intrigue tout le monde, ce n'est point que des gens qui ne sont pas marchands de charbon trouvent le moyen d'en vendre, mais bien que ceux qui sont marchands de charbon n'aient pas encore découvert ce moyen.

Si M. Loucheur perce à jour ce mystère, il aura bien mérité de la Patrie. Car le manque de feu, en hiver, est autrement déprimant que les tracts les plus pacifistes.

Monsieur BADIN.

Bourse de Paris

Fonds d'Etats : Français 9 0/0, 60.25 ; 5 0/0, 68.25 ; 3 0/0 amortissable, 71.10. — Extérieur, 103.10. — Ruse 5 0/0 1916, 74.50.

Actions diverses : Banque Saint-Petersbourg, 378. — Banque Union (Moscou), 573. — Est, 703. — Lyon, 935. — Midi, 893. — Nord, 1.130. — Orléans, 1.110. — Métropolitain, 410. — Suez, 4.850. — Thomson, 710. — SSY, 490. — Basse, 480. — Distribution, 570. — Caoutchoucs, 195. — Ma

Monsieur BADIN

Vous acceptez ou vous n'acceptez pas, ce n'est point là ce qui m'occupe.

Ce qui m'intrigue et ce qui intrigue tout le monde, ce n'est point que des gens qui ne sont pas marchands de charbon trouvent le moyen d'en vendre, mais bien que ceux qui sont marchands de charbon n'aient pas encore découvert ce moyen.

Si M. Loucheur perce à jour ce mystère, il aura bien mérité de la Patrie. Car le manque de feu, en hiver, est autrement déprimant que les tracts les plus pacifistes.

Monsieur BADIN.

Au Jour le Jour

Les Lettres

Une Election chez les Goncourt

C'est après-demain, vendredi, que chez son président, M. Gustave Geffroy, l'Académie Goncourt se réunira, pour élire le successeur d'Octave Mirbeau.

Donner un successeur à Mirbeau ne paraît point aisé, non parce qu'il est absolument indispensable que celui qui prendra sa place ait la fermeté d'indépendance, le talent, la personnalité de tendresse toujours meurtrie du père de Dingy. D'autres littérateurs montrèrent plus de souplesse et comment la gloire.

La succession de Mirbeau est plutôt malaisée parce que cette succession, étant un véritable héritage, l'ombre des fondateurs plane sur les décisions de l'Académie la plus littéraire des Académies, plus l'autre enclot des préats, des militaires, et quelques écrivains. On dit même qu'elle y plane un peu trop, mais on dit tant de choses !

Tel qui écrivit l'épique de la guerre en un inoubliable livre est, trop jeune. Celui-ci sent le fagot et cet autre se montre d'opinions difficilement acceptables.

Cette restriction est certainement insupportable à un choix littéraire. Bien sûr, mais on dit encore, au présent, les moments insupportables, l'ombre des fondateurs plane sur les décisions de l'Académie la plus littéraire des Académies, plus l'autre enclot des préats, des militaires, et quelques écrivains. On dit même qu'elle y plane un peu trop, mais on dit tant de choses !

Toujours est-il qu'ayant consulté les tables tournantes, l'esprit de Mme de Thébes, il est possible de prédire ceci : étant un publiciste et un écrivain, il est probable que parmi les candidats, dont quelques-uns gisent sur le carreau, deux restent en présence, dont la candidature est prise en considération : Courteline et Ajalbert.

Si le public était consulté à ce propos, il nommerait Courteline, mais le public n'est pas l'Académie Goncourt. Et le Bonnet Rouge parle pour Ajalbert.

Pourquoi ? On dit... on prétend... on insinue que Courteline serait, faut-il le dire, pas assez républicain. Qui l'eût supposé ! Nous avions toujours cru que *Boubouroche*, les *Ronds-de-Cuir* et tant d'autres œuvres de spirituelle satire suffisaient à en faire un candidat présentable.

Le concurrent Ajalbert a pour titre, après avoir veillé sur les destinées de la Malmaison, d'être devenu directeur de la Manufacture de tapis de Beauvais. Il a aussi tiré une pièce de la *Fille Elisa*. Quelques pages sont inscrites à son avoir.

Si M. Ajalbert est élu, l'Académie Goncourt va devenir la réunion de tous les directeurs des fabriques de tapis de France. Après les Gobelins, Beauvais. A quel tour ?

En ! bien, non, après réflexion, le Bonnet Rouge ne parle plus, sûr que l'Académie des Goncourt enclot des juges ne se laissent point entraîner par une sensibilité trop grande ou une réprobation qui n'a rien de fort, loin avec les Belles-Lettres. — Fanny CLAR.

La Carrière

L'Ambassade

jusqu'à la Marne ; puis ils furent de ceux qui remportèrent la victoire à la suite de laquelle Paris, pour toujours, fut sauvé. Au mois de novembre, il faut attaquer à Soupir ; la division marocaine est toujours là. En décembre, on décide d'enlever la terre d'Alger. La tâche promet d'être dure ; c'est encore aux trahisseurs qu'on demandera l'effort. Ils le poursuivirent cinq mois durant, jusqu'en avril 1915.

En mai, on retrouve la division à Arras ; au mois de juin, elle est à Soissons ; et en septembre, elle fait la première offensive de Champagne. Au mois de juillet 1916, on la trouve sur la Somme, et vous pensez bien que l'offensive d'avril 1917 n'a eu pas sans son concours.

Le premier de tous les régiments, le 1^{er} tirailleurs s'est vu décorer la fourragère ; quant aux hommes, rares sont ceux qui n'ont pas la médaille militaire ou le Croix de guerre.

Comme chaque soir, après neuf heures, quelques sous-officiers tentèrent le cantonnement pour faire une petite promenade. Le hasard fit que ce soir-là ils se rendirent à Chânois, distant de deux kilomètres à peine.

Les camarades aperçurent cependant un groupe de soldats ; ils s'avancèrent et se trouvèrent devant une de ces maisons que la police et l'autorité militaire tolèrent.

« Si nous entrions prendre un bock ? dit un sergent.

« La proposition fut acceptée ; la petite troupe pénétra dans l'établissement.

« Quelques moments après, on entendit dans l'air le roulement bien connu du moteur d'un avion ennemi.

« Nous y sommes habitués. On ne se dérange pas pour si peu là-bas.

« De Poiseau ennemi, des bombes furent jetées. Le malheur voulut que l'une d'elles tomba sur la maison où mes camarades avaient cherché un refuge. Dix d'entre eux furent blessés.

« On les transporta aussitôt à l'hôpital ; quant à ceux qui étaient indemnes, ils regardèrent au pas de course le cantonnement qui leur était réservé au contre-appel qui fut fait peu après l'incident.

« L'histoire fit naturellement pas mal de bruit ; c'était une diversion qui amusa plutôt qu'autre chose. Le commandant du dépôt rendit compte de ce qui s'était passé au général de division, lui demandant quelles sanctions il convenait de prendre.

« Les hommes blessés sont suffisamment punis, répondit le grand chef ; pour les autres, voyez leurs notes, et à ceux qui ont un folio de punitions par trop chargé infligez quelques jours d'arrêt.

« Nous crovions l'affaire enterrée, lorsque l'autre jour on nous lut un rapport une déposition du général.

Toutes ces raisons militent en faveur des « rescapés ». — Jacques MARTRAY.

La Vie de Paris

Qu'allons-nous fumer ?

Au temps où ils traduisaient Virgile et où le tabac leur était interdit, les lycéens fumaient des tiges de cigarettes sauvages, dénommées vulgairement « viornes ». A cela certains préféraient les feuilles de marchandes roulées dans un morceau de journal.

Un polu, un vrai — il a une barbe de trente centimètres — m'indique que sur le front il fuma dans la pipe des feuilles de noyer.

Si quelques-uns de nos lecteurs connaissent d'autres recettes pratiques, qu'ils nous les indiquent, les fumeurs leur vœudront une reconnaissance éternelle, car, ce matin, dans Paris, les cigarettés sont introuvables.

Des hauteurs de la Butte au Bonnet Rouge, j'ai franchi le seuil de dix bureaux de tabac.

Je n'ai certes point songé à réclamer le caporal ordinaire, des paquets de cigarettés à onze sous, c'est miraculeux lorsqu'on découvre un ou deux. Je n'ai point trouvé davantage de cigarettés havaneses, de cigarettés en portefeuille, de grenades, de Maryland.

Rue Fontaine, un débitant qui tient absolument à faire du commerce, m'offre à la place « un p'tit coup de blanc ».

Plus loin, on me propose des Adulab à trois francs soixante les vingt ; à la rigueur on pourra m'en donner, parce que c'est moi, une boîte de Pall Mall à deux francs vingt.

Je dois reconnaître cependant que ma patience a été récompensée. J'ai fini par dénicher une boîte — la seule qui restait en magasin — de caporal supérieur, bout légal, à un franc vingt.

J'ai demandé à l'administration des contributions indirectes les causes de cette situation. Un fonctionnaire m'a répondu, qui ne me parait point très bien fixé.

« Est-ce que les sous-marinés allemands ont par hasard l'audace d'expédier au fond de l'eau les cargaisons de tabac ? — CHAMPAIGNE.

On ne connaît, de réputation du moins, la division marocaine.

Elle n'appartient à aucun corps d'armée ; elle est partie d'un ou deux régiments. Pas un chef ne songerait à enlever une position solidement organisée sans les trahisseurs en kaki. Depuis trente mois, ils sont de toutes les offensives, de tous les coups de main hardis.

C'est à Charleville en août 1914. — Ils étaient alors franchement débauchés, — que les trahisseurs algériens prirent contact avec l'ennemi. Pied à pied, ils défendirent le sol de la France ; ils recueillirent en combattant

jusqu'à la Marne ; puis ils furent de ceux qui remportèrent la victoire à la suite de laquelle Paris, pour toujours, fut sauvé. Au mois de novembre, il faut attaquer à Soupir ; la division marocaine est toujours là. En décembre, on décide d'enlever la terre d'Alger. La tâche promet d'être dure ; c'est encore aux trahisseurs qu'on demandera l'effort. Ils le poursuivirent cinq mois durant, jusqu'en avril 1915.

En mai, on retrouve la division à Arras ; au mois de juin, elle est à Soissons ; et en septembre, elle fait la première offensive de Champagne. Au mois de juillet 1916, on la trouve sur la Somme, et vous pensez bien que l'offensive d'avril 1917 n'a eu pas sans son concours.

Le premier de tous les régiments, le 1^{er} tirailleurs s'est vu décorer la fourragère ; quant aux hommes, rares sont ceux qui n'ont pas la médaille militaire ou le Croix de guerre.

Comme chaque soir, après neuf heures, quelques sous-officiers tentèrent le cantonnement pour faire une petite promenade. Le hasard fit que ce soir-là ils se rendirent à Chânois, distant de deux kilomètres à peine.

Les camarades aperçurent cependant un groupe de soldats ; ils s'avancèrent et se trouvèrent devant une de ces maisons que la police et l'autorité militaire tolèrent.

« Si nous entrions prendre un bock ? dit un sergent.

« La proposition fut acceptée ; la petite troupe pénétra dans l'établissement.

« Quelques moments après, on entendit dans l'air le roulement bien connu du moteur d'un avion ennemi.

« Nous y sommes habitués. On ne se dérange pas pour si peu là-bas.

« De Poiseau ennemi, des bombes furent jetées. Le malheur voulut que l'une d'elles tomba sur la maison où mes camarades avaient cherché un refuge. Dix d'entre eux furent blessés.

« On les transporta aussitôt à l'hôpital ; quant à ceux qui étaient indemnes, ils regardèrent au pas de course le cantonnement qui leur était réservé au contre-appel qui fut fait peu après l'incident.

L'Action Politique ET SOCIALE

UN BORDEREAU DE SALAIRES pour la confection administrative

Depuis plusieurs jours, les ouvrières de la maison Cholet (confections pour administrations) sont en conflit avec leur patron. Elles réclament une augmentation générale de tous les salaires, indépendamment d'une indemnité de cherté de vie.

M. Cholet, après de qui elles sont allées en délégation, refuse catégoriquement de faire droit à leurs revendications.

De guerre lasse, elles se sont rendues chez le ministre du travail et lui ont exposé leurs desiderata. M. Bourgeois leur a promis d'intervenir auprès de M. Cholet et de s'employer à faire conclure, à bref délai, l'accord entre ce dernier et son personnel.

Dans l'après-midi d'hier, M. Pierre Dumas, secrétaire de la Fédération de l'habillement, chargé des intérêts des ouvrières confectionnistes, a été prévenu que M. Cholet, dans le but de prévenir tout nouveau malentendu dans cette catégorie de travailleuses, vient de décider la mise à l'étude d'un bordereau de salaires établi pour les ouvrières des confections administratives de toutes les régions de France.

Cette décision qui, sans aucun doute, va donner satisfaction aux ouvrières de la maison Cholet, leur sera communiquée cet après-midi, à 2 heures et demie, à la Bourse du Travail.

LES CAMIONNEURS Hier et avant-hier, nous avons voulu tenir nos lecteurs au courant de ce qui se passe actuellement dans la corporation des camionneurs en vins, mais la censure nous a demandé la suppression de nos deux informations.

Nous avons donc recourus à notre confrère l'*Humanité* qui a pu, dans son numéro d'aujourd'hui, faire paraître les lignes suivantes :

« Le mouvement revendicatif des camionneurs suit son cours. De nombreuses collections patronales ont été constituées. C'est ainsi que 20 entreprises ont apposé leurs signatures au bas des tarifs établis par le Comité syndical ouvrier. Bien entendu, le Magasin de Gros des Coopératives de France a, dès la première heure, fait connaître son adhésion au nouveau tarif.

Hier, 130 voitures nouvelles étaient munies du laissez-passer délivré par l'organisation syndicale ouvrière et dont voici le texte :

FEDERATION NATIONALE DES MOYENS DE TRANSPORTS Union syndicale des transports maintentionnés

MAISON PAYANT LE TARIF LAISSE-PASSER « Cette affiche, placée de façon apparente sur les véhicules, provoque la curiosité sympathique du public et constitue un excellent moyen de propagande dans les milieux intéressés.

Une réunion a lieu cet après-midi à 3 heures, à la Bourse du Travail.

LES LAYETIERS-EMBALLERS Depuis quinze jours, les ouvriers layetiers-emballeurs mènent auprès de leurs patrons une campagne de revendications. Ils demandent l'unification des salaires à 1 fr. 25 de l'heure et une augmentation de 15 centimes par heure pour la cherté de vie.

M. Malvy, ministre de l'intérieur, a déjà reçu ouvriers et patrons, mais aucun accord n'a pu encore être conclu.

Une nouvelle entrevue aura lieu cet après-midi entre les représentants des chambres syndicales ouvrière et patronale, en présence de M. Malvy. On espère trouver enfin un terrain d'entente.

Le compte rendu de cette délégation sera fait ce soir aux ouvriers layetiers-emballeurs, qui se réuniront à 20 heures à la Bourse du Travail.

EN PROVINCE Le Bâtiment

A Bourges, où la vie est excessivement chère, la situation était très pénible depuis deux ans pour les travailleurs du bâtiment. Leur syndicat, désorganisé, a été reconstitué par des éléments venus des quatre coins de la France. Il compte aujourd'hui six cents membres. Le premier soin du bureau syndical a été de s'occuper du relèvement des salaires.

Nous avons obtenu pleine satisfaction, nous a dit hier, le secrétaire, M. Roueste, venu à Paris pour s'entendre avec M. Simeyan, au ministère de l'armement. Nos camarades ont obtenu une augmentation de salaire de 2 à 3 fr. 50 par jour.

Le tarif suivant a été adopté : Ouvriers professionnels (toutes catégories), 1 fr. ; manoeuvres spécialisés, 0 fr. 90 ; manoeuvres, 0 fr. 85.

Durée de la journée de travail : 10 heures.

Un certain nombre d'autres avantages ont été obtenus : une journée de repos tous les quinze jours ; pour les chantiers à l'extérieur de la ville, les ouvriers seront payés à raison d'un quart d'heure par kilomètre.

« Maintenant, nous a dit M. Roueste, nous allons nous occuper de faire payer ces salaires aux mobilisés en vertu de la circulaire du ministre de l'armement qui prévoit l'application aux ouvriers des usines des tarifs courants de la région. »

Les tramways de Marseille Le personnel de la Compagnie des Tramways de Marseille à Aix (Bouches-du-Rhône), réclamant depuis déjà longtemps un relèvement des salaires, devant l'intransigeance de la direction qui refuse toute négociation, a décidé de cesser le travail.

Reunions et Communiqués FRANC-MAÇONNERIE Les Trois-Experts. — Réunion ce soir, à 8 h., 16, rue Cadet. Création d'un Conseil d'Etat Economique.

SYNDICATS Cheminots du contrôle commun. — A 18 heures, 13, rue de Vienne, 2

PARTI SOCIALISTE 3^e section. — A 20 h. 30, 49, rue de Bretagne, C. P. du Congrès des Jeunes. A 20 h. 30, 230, rue Lebourbe, Compte rendu du Congrès.

« Qu'était-ce que la guerre ? Elle tombe sur nous comme la fatalité, comme l'orage de la main de Dieu, comme le destin implacable. L'Europe était devenue sage et prospère... On croyait qu'elle ne ferait plus jamais la guerre. Il n'y avait rien qui pût nous soulever les uns contre les autres, les Allemands contre les Français, les Anglais, les Russes, les Italiens... Nous vivions paisible dans une époque trop douce, trop facile, trop lumineuse... Il est difficile de se souvenir de ce temps-là et de son atmosphère... »

« Et la guerre éclata... »

Distinctions nécessaires Emprunts au Journal de Genève cet appel à la réflexion, cette incitation à ne pas voir les efforts pour la paix en bloc, à distinguer entre ces efforts, et à ne pas les condamner tous comme s'ils étaient tous destinés à servir les intérêts de l'Allemagne.

Le travail pour l'avancement de la paix se poursuit avec une ardeur infatigable un peu partout. Ce qui est difficile pour le chroniqueur impartial, c'est de distinguer la part d'intrigues officielles qui se mêlent à des efforts honorables. Pour un certain public, tout acte tendant à la paix par d'autres moyens que le canon, est suspect de germanophilie. Lorsque M. Wilson adresse son premier appel aux belligérants, on ne manqua pas de le traiter de « boche » ; et ceux qui, même en Suisse, accueillirent avec sympathie et respect sa tentative, furent accusés de vouloir favoriser les intérêts de l'Allemagne. Les événements ont montré que M. Wilson, en cherchant les voies de la paix, n'agissait pas par hostilité pour les pays de l'Entente.

Cette leçon, qui vient de Suisse, doit être recueillie en France, où chacun peut en faire son profit.

Ça et là La Presse dentaire, bulletin officiel du Syndicat des chirurgiens-dentistes de France, signale la pénurie de médecins militaires.

« Le personnel sanitaire manque, écrit la Presse dentaire, c'est un fait. Certains trains de blessés n'ont ni médecins, ni pharmaciens, ni infirmiers. On prévient les hôpitaux d'aller eux-mêmes prendre dans les wagons telle ou telle catégorie de blessés.

« On manque de médecins au front et ailleurs. » CAIUS.

Les Planches ECHOS Mercredi prochain 4 juillet, la Comédie-Française donnera une représentation de gala en l'honneur de la fête nationale des Hauts-Unts.

Hier ont commencé les concours du Conservatoire. Les instruments à vent (bois et cuivre), ont inauguré la série.

Dans la petite salle des conférences, les hautbois, les cornets à pistons, les flûtes, les cors et les trompettes ont joué leurs fanfares.

Voici le palmarès : Bois : Flûte. — 1^{er} prix : M. Bigerelle, Mlle Dragou. 2^e prix : MM. Crunelle et Delattre. 3^e accessit : M. Le Roy.

2^e accessit : M. Castet. Hautbois. — 1^{er} prix : M. Nazzi. 2^e prix : Mlle Rey, MM. Debonoüe (rappe), de Nattes.

Pas de premier accessit ; L'accessit : M. Beldandun. Clarinette. — 1^{er} prix : M. Girod. Pas de second prix.

1^{er} accessit : M. Tournier. 2^e accessit : M. Leclercq. Basson. — 1^{er} prix : MM. Montadon et Olier.

Pas de second prix. Pas de premier accessit ; 2^e accessit M. Galland.

Cuivre : Cornet à pistons. — Pas de premier prix. 2^e prix : M. Regnard. 3^e accessit : M. Ooz (rappe).

Cor. — Pas de premier prix, pas de second prix. Pas de premier accessit ; 2^e accessit : MM. Andrieu et Tronchet. Trompette. — Pas de premier prix. 2^e prix : M. Lhoir.

Depuis ce matin à 9 heures, c'est le tour des contrabasses, altos et violoncelles.

A l'âge de cinquante-cinq ans, un âge que doit respecter et craindre M. Maurice Barres, qui ne l'a pas encore atteint, Chambon, l'excellent basse chantante de l'Opéra, contracta un engagement volontaire et partit dès les premiers jours.

Capitaine au 52^e d'artillerie, il vient d'être blessé près de Vailly.

Il est actuellement en traitement à l'hôpital américain de Neuilly.

Nous formons des vœux pour le rétablissement prompt de Chambon, qui, avec son camarade Renaud, sont les deux gloires de l'Opéra.

CE SOIR Théâtres OPERA — Relâche. OPERA-COMIQUE — Relâche. COMEDIE FRANÇAISE — 8 h. 15. — L'Élévation. ODEON — 8 h. — Les Bouffons. TRIANON-LYRIQUE — Opéra annuelle. PORTE-SAINT-MARTIN — 8 h. 30. Monsieur... CHATELAIN — 8 h. 15. Le Mariage de Mademoiselle Beulemans. GAIETE — Cloture annuelle. VARIETES — 8 h. 15. Dédé. SARAH-BERNHARDT — Relâche. THEATRE ANTOINE — 8 h. Les Bleus de l'Anjou. ATHENEE — 8 h. 20. Monsieur Beureley. SCALA — 8 h. Le Billet de Logement. CIGARETTE — Cloture annuelle. RENAISSANCE — 8 h. 15. Le Paradis. GYMNASE — 8 h. 15. La Reçe.

On lit...

Un article de Pétain

Tant de journalistes se sont constitués stratèges, voire tacticiens, que le général Pétain s'est dit :

— Je puis bien m'improviser journaliste.

Et le général en chef de nos armées du Nord et de l'Est a donné un article au Bulletin des Armées de la République, et du coup cet organe confidentiel a trouvé des lecteurs.

« Pourquoi nous nous battons », voilà ce que le général Pétain veut rappeler aux soldats.

Son article n'a pas de peine à valoir mieux que les proses fatiguées que donnait au Bulletin l'ancien secrétaire de M. Raymond Poincaré, qui le rédigea jusqu'à ces temps derniers avec le concours de ses collaborateurs de l'Opinion, M. Cobat.

Un livre antiquarier La Gazette de Lausanne, un journal pro-allemand qui ne donne point dans le « pacifisme », analyse deux livres de femmes qui sont deux livres antiquariers (soit dit en passant, concevez-vous ce monstre : une femme qui aimerait la guerre et souhaiterait la voir continuer, puis recommencer bientôt ?)

L'un de ces livres est celui de Mlle Marcelle Capy, la vénétable collaboratrice du Journal du Peuple, qui sera demain secrétaire de la rédaction de la Vague, un hebdomadaire d'avant-garde dans lequel M. Pierre Brizon tentera, mutatis mutandis, de faire revivre l'ancienne Guerre Sociale des grandes journées révolutionnaires, laquelle joua un si grand rôle et n'a point encore été remplacée.

La Gazette de Lausanne attaque le livre de Mlle Capy.

L'autre livre, c'est l'œuvre d'une Allemande, Hans von Kahlenberg : Mutter ! Il a paru à Zurich. Il est interdit en Allemagne.

Voici ce qu'en dit et ce qu'en cite la prudente Gazette :

« On manque de médecins au front et ailleurs. » CAIUS.

LES PLANCHES ECHOS Mercredi prochain 4 juillet, la Comédie-Française donnera une représentation de gala en l'honneur de la fête nationale des Hauts-Unts.

Hier ont commencé les concours du Conservatoire. Les instruments à vent (bois et cuivre), ont inauguré la série.

Dans la petite salle des conférences, les hautbois, les cornets à pistons, les flûtes, les cors et les trompettes ont joué leurs fanfares.

Voici le palmarès : Bois : Flûte. — 1^{er} prix : M. Bigerelle, Mlle Dragou. 2^e prix : MM. Crunelle et Delattre. 3^e accessit : M. Le Roy.

2^e accessit : M. Castet. Hautbois. — 1^{er} prix : M. Nazzi. 2^e prix : Mlle Rey, MM. Debonoüe (rappe), de Nattes.

Pas de premier accessit ; L'accessit : M. Beldandun. Clarinette. — 1^{er} prix : M. Girod. Pas de second prix.

1^{er} accessit : M. Tournier. 2^e accessit : M. Leclercq. Basson. — 1^{er} prix : MM. Montadon et Olier.

Pas de second prix. Pas de premier accessit ; 2^e accessit M. Galland.

Cuivre : Cornet à pistons. — Pas de premier prix. 2^e prix : M. Regnard. 3^e accessit : M. Ooz (rappe).

Cor. — Pas de premier prix, pas de second prix. Pas de premier accessit ; 2^e accessit : MM. Andrieu et Tronchet. Trompette. — Pas de premier prix. 2^e prix : M. Lhoir.

Depuis ce matin à 9 heures, c'est le tour des contrabasses, altos et violoncelles.

A l'âge de cinquante-cinq ans, un âge que doit respecter et craindre M. Maurice Barres, qui ne l'a pas encore atteint, Chambon, l'excellent basse chantante de l'Opéra, contracta un engagement volontaire et partit dès les premiers jours.

Capitaine au 52^e d'artillerie, il vient d'être blessé près de Vailly.

Il est actuellement en traitement à l'hôpital américain de Neuilly.

Nous formons des vœux pour le rétablissement prompt de Chambon, qui, avec son camarade Renaud, sont les deux gloires de l'Opéra.

CE SOIR Théâtres OPERA — Relâche. OPERA-COMIQUE — Relâche. COMEDIE FRANÇAISE — 8 h. 15. — L'Élévation. ODEON — 8 h. — Les Bouffons. TRIANON-LYRIQUE — Opéra annuelle. PORTE-SAINT-MARTIN — 8 h. 30. Monsieur... CHATELAIN — 8 h. 15. Le Mariage de Mademoiselle Beulemans. GAIETE — Cloture annuelle. VARIETES — 8 h. 15. Dédé. SARAH-BERNHARDT — Relâche. THEATRE ANTOINE — 8 h. Les Bleus de l'Anjou. ATHENEE — 8 h. 20. Monsieur Beureley. SCALA — 8 h. Le Billet de Logement. CIGARETTE — Cloture annuelle. RENAISSANCE — 8 h. 15. Le Paradis. GYMNASE — 8 h. 15. La Reçe.

REUNIONS ET COMMUNIQUES

FRANC-MAÇONNERIE

Les Trois-Experts. — Réunion ce soir, à 8 h., 16, rue Cadet. Création d'un Conseil d'Etat Economique.

SYNDICATS Cheminots du contrôle commun. — A 18 heures, 13, rue de Vienne, 2

PARTI SOCIALISTE 3^e section. — A 20 h. 30, 49, rue de Bretagne, C. P. du Congrès des Jeunes. A 20 h. 30, 230, rue Lebourbe, Compte rendu du Congrès.

« Qu'était-ce que la guerre ? Elle tombe sur nous comme la fatalité, comme l'orage de la main de Dieu, comme le destin implacable. L'Europe était devenue sage et prospère... On croyait qu'elle ne ferait plus jamais la guerre. Il n'y avait rien qui pût nous soulever les uns contre les autres, les Allemands contre les Français, les Anglais, les Russes, les Italiens... Nous vivions paisible dans une époque trop douce, trop facile, trop lumineuse... Il est difficile de se souvenir de ce temps-là et de son atmosphère... »

« Et la guerre éclata... »

Distinctions nécessaires Emprunts au Journal de Genève cet appel à la réflexion, cette incitation à ne pas voir les efforts pour la paix en bloc, à distinguer entre ces efforts, et à ne pas les condamner tous comme s'ils étaient tous destinés à servir les intérêts de l'Allemagne.

Le travail pour l'avancement de la paix se poursuit avec une ardeur infatigable un peu partout. Ce qui est difficile pour le chroniqueur impartial, c'est de distinguer la part d'intrigues officielles qui se mêlent à des efforts honorables. Pour un certain public, tout acte tendant à la paix par d'autres moyens que le canon, est suspect de germanophilie. Lorsque M. Wilson adresse son premier appel aux belligérants, on ne manqua pas de le traiter de « boche » ; et ceux qui, même en Suisse, accueillirent avec sympathie et respect sa tentative, furent accusés de vouloir favoriser les intérêts de l'Allemagne. Les événements ont montré que M. Wilson, en cherchant les voies de la paix, n'agissait pas par hostilité pour les pays de l'Entente.

Cette leçon, qui vient de Suisse, doit être recueillie en France, où chacun peut en faire son profit.

Ça et là La Presse dentaire, bulletin officiel du Syndicat des chirurgiens-dentistes de France, signale la pénurie de médecins militaires.

« Le personnel sanitaire manque, écrit la Presse dentaire, c'est un fait. Certains trains de blessés n'ont ni médecins, ni pharmaciens, ni infirmiers. On prévient les hôpitaux d'aller eux-mêmes prendre dans les wagons telle ou telle catégorie de blessés.

« On manque de médecins au front et ailleurs. » CAIUS.

LES PLANCHES ECHOS Mercredi prochain 4 juillet, la Comédie-Française donnera une représentation de